(1)

(N° 202.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 JUILLET 1885.

Réforme électorale pour la province et la commune (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. PATERNOSTER.

MESSIEURS,

La section centrale, chargée par la Chambre d'élaborer un projet de réforme électorale, a reçu également la mission d'examiner la proposition de loi, déposée sous forme d'amendement par l'honorable chef du Cabinet, M. Frère-Orban, dans la séance du 5 juin 1883. Il s'agit d'introduire dans notre législation, comme base du droit de suffrage, un principe nouveau : celui de la « capacité. »

Toutes les questions qui se rattachent à l'étude de cette réforme, ont été approfondies et mises en lumière dans le remarquable et savant rapport présenté par notre honorable collègue, M. de Vigne. La tâche que nous avons assumée, se trouve dès lors considérablement réduite. Nous ferons fruit, dans le cours de nos observations, du travail de notre Collègue et la Chambre y puisera, nous en sommes certains, des éléments précieux pour la discussion.

Avant d'aborder l'examen du projet qui nous est soumis, il n'est pas inutile de jeter un coup d'œil rapide sur les phases diverses traversées dans notre pays par le droit de vote depuis 1830.

Après la conquête de notre indépendance, le premier système électoral qui fonctionna pour l'élection des membres du Congrès, reposait en grande partie sur le principe de la capacité. En effet, le Gouvernement provisoire

(1) Projet de loi, n° 180.

(2) La commission était composée de MM. DESCAMPS, *président*, DE LIEDERERKE, JANSON, PATERNOSTER, DE VIGNE et CORNESSE.

décérait, le 10 octobre 1830, qu'abstraction faite de toute condition de cens, étaient électeurs : les conseillers des cours, les juges des tribunaux, les juges de paix, les avocats, les avoués, les notaires, les ministres des cultes, les officiers supérieurs jusqu'au grade de capitaine et les docteurs en droit, en sciences, en philosophie et lettres, en médecine, chirurgie et accouchements; pour jouir du droit de suffrage, ces catégories de personnes devaient justifier en outre, d'être nées ou naturalisées ou d'avoir établi leur domicile en Belgique, depuis six ans au moins.

Le Congrès national n'adopta pas le système qui avait présidé à sa propre constitution.

En ce qui concerne les élections législatives, il ne voulut reconnaître qu'une seule et unique base du droit électoral : « le cens. »

Rien n'est plus évident; les discussions soulevées à cette époque ne laissent aucun doute à cet égard.

L'article 22 du projet de Constitution, qui devint l'article 47, portait : « La Chambre des Représentants se compose des députés élus directement par les citoyens. »

Il semblait résulter de ce texte que la qualité de citoyen belge devait suffire pour exercer le droit de vote et que le cens n'était pas, dans la pensée de la section centrale du Congrès, la base unique du droit de suffrage. Mais le rapporteur de la section, M. Raikem, exprima très clairement une opinion entièrement opposée; voici ses paroles :

« On agita la question de savoir si la qualité d'électeur devait reposer sur
 » le cens et on se décida pour l'affirmative, mais on convint d'en laisser
 » la fixation à la loi électorale. Le projet consacre l'élection directe; il laisse
 » la fixation du cens à la loi électorale, comme vous pouvez le voir dans
 » l'article 24 (1). »

M. Defacqz, à son tour, tenait un langage semblable : « Le cens est à mon avis, disait-il, la condition qu'il faut placer en première ligne pour être électeur. Je pense aussi qu'à raison de l'importance de cette condition, il ne faut pas la laisser à l'arbitraire d'une loi mobile et changeante; il ne faut pas que les Législatures qui nous succéderont, puissent en disposer à leur gré et peut-être selon les caprices du pouvoir. C'est pour cela que je veux que le cens soit fixé dans la Constitution (2). »

M. Forgeur énonçait cette opinion que « l'édifice constitutionnel reposait tout entier sur le cens. » Dans la pensée de ce membre, la meilleure des garanties à demander aux électeurs était le paiement d'un cens représentant une fortune, une position sociale, afin de les intéresser au bien-être et à la prospérité de la société (3).

Ainsi, le cens se trouvait admis bien plus parce qu'il paraissait être une

(1) Séance du 6 janvier 1831. Discours de M. Raikem, Huyttens, t. II, p. 23.

(2) Discours de M. Defacqz, Huyttens, t. II, p. 28.

(3) Huyttens, Discussions du Congrès, t. II, p. 29.

garantie pour la société à raison de la fortune de celui qui le possédait, que parce qu'il constituait une présomption d'intelligence ou d'instruction.

Toutefois, des tentatives furent faites au Congrès pour introduire dans la Constitution le principe de la capacité, mais elles n'obtinrent absolument aucun succès.

M. de Foere demandait une réduction de cens pour certaines catégories de personnes qui, à raison de leur position, présentaient des garanties spéciales. Cette proposition fut écartée. A peine quelques membres se levèrent-ils pour l'appuyer.

Il est indiscutable que le principe de la capacité, comme base du droit électoral, était condamné par le Congrès, du moins quant aux élections législatives.

Les éléments constitutifs du droit de vote, tel qu'il a été établi par notre loi fondamentale, apparaissent donc avec un caractère restrictif bien marqué; telle était la pensée d'un membre du Congrès, qui avait combattu le système, puisqu'il professait l'opinion que « tout citoyen est ou devrait être électeur. »

Nous n'avons pas à rechercher ici les motifs qui ont guidé nos constituants dans l'élaboration de leur œuvre; il nous est permis de penser, toutefois, qu'après avoir établi les libertés publiques sur des bases si larges et si fécondes, nos pères se trouvaient encore sous l'empire des émotions de la lutte, lorsqu'il s'est agi de fixer le droit de suffrage; peut-être, se sont-ils laissé dominer par des appréhensions exagérées de compromettre les bienfaits de l'indépendance qu'ils venaient de conquérir au prix de tant d'efforts?

Aussi, voyaient-ils dans la possession d'une certaine fortune chez l'électeur des garanties de conservation et de sécurité que l'intelligence, la moralité et l'instruction leur auraient offertes à un degré au moins égal.

Le système consacré par la Constitution pour les élections législatives fut étendu par la loi aux élections provinciales et communales; pendant seize ans aucune tentative ne fut faite au sein des Chambres pour disputer au cens la situation prépondérante qu'il occupait dans notre législation électoral.

Cependant, l'opinion publique réclamait depuis longtemps une large extension du droit de suffrage; dès l'année 1846, des associations politiques inscrivaient en tête de leurs programmes l'admission des capacités à l'électorat dans les limites constitutionnelles, c'est-à-dire pour la province et la commune.

En 1847, MM. Castiau, De Bonne, Lesoinne et Lange déposèrent une proposition qui tendait à faire admettre à l'électorat général tous les citoyens inscrits sur la liste des jurés, sous la réserve de payer le minimum du cens constitutionnel, soit vingt florins, en les dispensant, pour devenir électeurs provinciaux et communaux, de justifier de toute autre condition que leur qualité.

Cette proposition ne fut pas accueillie; elle réunit néanmoins une minorité très respectable, qui accuse des tendances prononcées de l'opinion en faveur d'une augmentation du corps électoral.

Dès l'année suivante, sous l'empire des événements qui se produisirent à Paris, le cens fut réduit uniformément au minimum fixé par la Constitution.

En 1864, lors d'une discussion sur l'abaissement différentiel du cens, le

principe de l'adjonction des capacités trouva, dans M. Frère-Orban, alors Ministre des Finances, un ardent et énergique défenseur.

La proposition, faite en 1863, par notre ancien et regretté collègue, M. Orts, avait pour but de restreindre le droit de suffrage en exigeant des garanties de capacité, de telle sorte qu'il devenait indispensable pour être électeur général de savoir lire et écrire.

C'était un nouveau témoignage rendu à cette idée, qui prenait chaque jour une importance plus considérable, d'envisager l'instruction comme la base du droit de suffrage. Ce principe allait du reste recevoir bientôt sa consécration. Le 20 février 1866, un projet de loi était déposé, accordant l'électorat pour la province et la commune à certaines catégories déterminées de personnes qui justifieraient d'avoir suivi, pendant au moins trois années, un cours d'instruction moyenne, dans un établissement public ou privé.

Ce projet devint la loi du 30 mars 1870; la discussion devant les Chambres apporta dans la rédaction des modifications d'une certaine importance. Aux termes de la loi, étaient électeurs communaux et provinciaux *tous ceux* qui avaient suivi, dans un établissement public ou privé, pendant trois années au moins, un cours d'instruction moyenne et payaient à l'État une somme d'impôts qui ne devait pas dépasser 15 francs au maximum.

La chute du Gouvernement libéral dans l'année même de la promulgation de la loi ne permit pas d'apprécier les résultats que la réforme eût pu produire; la loi fut abrogée l'année suivante, et celle qui lui fut substituée, le 12 juin 1871, ne laissait plus aucune place ni aux capacités, ni à l'instruction; elle se bornait à abaisser le cens uniformément à 20 francs pour la province et à 10 francs pour la commune.

C'est la législation qui nous régit actuellement.

Au milieu des divisions profondes que nos luttes politiques engendrent et des sentiments opposés qu'elles font naître, il est intéressant de constater que les différents partis qui se disputent le pouvoir en Belgique se trouvent être d'accord aujourd'hui pour proclamer la nécessité d'une réforme électorale.

Notre honorable collègue, M. Woeste, constatait cet accord complet dans le rapport qu'il déposait, à la séance du 30 mars 1882, sur une proposition d'extension du droit de suffrage, émanée de l'honorable M. Malou et de quelques-uns de nos collègues.

En effet, rappelant ces paroles prononcées par l'honorable chef du Cabinet, M. Frère-Orban, dans la séance du 12 juillet 1882 :

« La question de la réforme électorale est ouverte, il n'est donné à personne de la clore, elle s'imposera à tous les Cabinets, à ceux de droite comme à ceux de gauche. »

M. Woeste disait : « La Chambre entière a fait écho à ces paroles, » et il ajoutait :

« La droite, estimant que les préoccupations de l'opinion publique, constatées par l'honorable M. Frère, étaient trop légitimes pour qu'il n'en fût

» point tenu compte, a déposé dans la séance du 15 décembre 1881, par
» l'organe de M. Malou et quatre de ses Collègues, un projet de loi ayant
» pour objet l'extension du droit de suffrage dans les limites constitution-
» nelles. »

En présence de ce sentiment unanime, la réforme s'imposait à bref délai, mais la commission chargée par la Chambre d'élaborer un projet de loi, s'était divisée au point de ne pouvoir réunir une majorité sur aucun des projets qui lui avaient été présentés; le rapport de notre collègue, M. de Vigne, constate cette situation. C'est alors que le Gouvernement, par l'organe de M. le Ministre des Affaires Étrangères, a déposé le projet qui nous est soumis et sur lequel je suis appelé à faire rapport.

Tout en reconnaissant l'unanimité avec laquelle les différentes opinions réclament une large augmentation du corps électoral, force nous est aussi de constater que les vues sont bien divergentes, quand il s'agit de déterminer les bases sur lesquelles l'extension du droit de suffrage doit s'établir.

Les uns se refusent à voir d'autre base du droit de vote que celle qui résulte de la nature même de l'homme; ils n'exigent d'autres conditions que celles de l'indigénat, du sexe, de l'âge et du domicile; quelques-uns de ceux qui défendent ce système, admettent une légère restriction à ce principe absolu, en réclamant de l'électeur un faible degré d'instruction.

D'autres pensent, sans aller aussi loin, qu'il est bon, qu'il est même juste et équitable d'élargir les bases du droit de suffrage dans les limites les plus étendues qui soient compatibles avec l'intérêt du corps social.

Ils se trouvent ainsi amenés à rechercher des garanties pour que le droit de vote soit exercé d'une manière sage, intelligente et pour le plus grand bien de la collectivité. Ces garanties peuvent résulter, d'après eux, soit du cens, soit de la position qui fait présumer une certaine intelligence, une certaine instruction. Elles peuvent résulter aussi de la moralité de l'individu ou de la preuve directe de son instruction et de son intelligence; c'est le système de l'adjonction des capacités. Enfin, une troisième opinion reconnaît le cens comme formant la seule et unique base du droit de vote. Elle conteste que l'on puisse rechercher ailleurs la source de l'électorat.

La Constitution belge s'est montrée gardienne rigoureuse de la base qu'elle avait établie, en matière d'élections législatives, mais elle est restée muette en ce qui concerne les élections provinciales et communales. Sur ce terrain donc, le législateur conserve toute liberté d'action pour apporter à nos lois électorales les modifications que l'expérience a reconnues nécessaires.

Non seulement, le projet du Gouvernement reste dans les limites constitutionnelles, mais il conserve encore au principe du cens toute sa force et toute son autorité. Comme autrefois, tout citoyen qui justifiera d'avoir payé en impositions directes, au profit de l'État, une somme de 20 ou de 10 francs, sera électeur à la province ou à la commune. Comme autrefois, pour posséder le droit de suffrage il n'est pas même exigé que l'électeur sache lire et écrire, condition que MM. Orts et Guillery avaient demandée en 1865.

Comme autrefois, sous l'empire du projet, le cens par lui seul constituera une base du droit électoral.

L'intérêt de la réforme réside tout entier dans l'introduction d'un élément nouveau : « Si le cens est conservé, il ne constituera plus désormais la seule et unique base du droit ; à côté de lui, le principe de la capacité va marcher son égal. » Juste et légitime hommage rendu à l'intelligence et à l'instruction, dans un pays qui a le droit d'être fier des sacrifices considérables qu'il s'est imposés, pour développer chez lui l'enseignement. Acte de justice et de prévoyance, en n'écartant pas plus longtemps des urnes électorales ceux qui, par leurs aptitudes intellectuelles et morales, présentent des garanties sérieuses pour faire un choix sage et libre de leurs mandataires à la province et à la commune.

On ne peut méconnaître que la réforme proposée marque un progrès immense dans la voie de l'extension du droit de suffrage, par rapport à la législation de 1870.

A la différence de cette dernière, sous le régime nouveau, l'instruction à elle seule constituera une base de l'électorat ; tandis qu'en 1870, elle ne procurait qu'une réduction de cens ; les conditions d'instruction, réclamées à cette époque, étaient aussi plus rigoureuses qu'aujourd'hui, en exigeant la fréquentation d'une école moyenne, pendant au moins trois années ; la législation nouvelle est plus large, elle va jusqu'à l'instruction primaire.

La proposition du Gouvernement se rapproche davantage de celle qui fut présentée à la section, par M. de Vigne, l'un de ses membres ; les deux propositions reposent sur ce principe que : « l'instruction primaire complète doit être prise comme base de la capacité électorale ; » toutes deux admettent que : « tous ceux qui justifient d'avoir suivi avec fruit le cours primaire complet de six années d'études, peuvent devenir électeurs sans condition de cens ; » toutes deux admettent le même mode de justification, notamment l'examen auquel peuvent se présenter tous ceux qui établissent la fréquentation scolaire légale, dans une école officielle ou privée, primaire ou moyenne. La seule différence importante à constater, dans cet ordre d'idées, c'est que le projet du Gouvernement oblige l'élève qui sort de l'école primaire, d'attendre jusqu'à l'âge de dix-huit ans, pour se présenter à l'examen ; tandis que M. de Vigne autorise l'examen, dès la sortie de l'école. D'un autre côté, le Gouvernement permet de réduire la fréquentation de l'école primaire à quatre ou cinq années, si elle est complétée par la fréquentation de deux années d'école d'adultes officielle ou privée.

Les deux projets reconnaissent qu'il y a lieu de dispenser de l'examen, tous ceux qui peuvent raisonnablement être présumés posséder plus que l'instruction primaire ; mais ils réalisent ce but par des moyens différents : M. de Vigne accorde la dispense de l'examen à tous ceux qui justifieraient d'une fréquentation scolaire de neuf années, soit, en pratique, six années d'enseignement primaire et trois d'enseignement moyen. Nous examinerons bientôt le système du Gouvernement.

En ces derniers temps, l'opinion publique, par l'organe de la presse, dans les assemblées populaires, au sein des associations politiques, avait manifesté

ses aspirations de voir accorder, à la capacité intellectuelle, la part qui lui revient dans l'exercice du droit de vote

Le projet satisfait à ces aspirations. Les trois premiers articles renferment toute l'économie de la réforme.

Le premier accorde le droit de suffrage à tous ceux qui ont fait des études supérieures ou moyennes, du premier degré. La preuve de cette capacité s'établit par une présomption qui résulte de la qualité ou de la fonction.

Le projet énumère, dans l'article 1^{er}, des catégories de citoyens qui, par leur position sociale ou par la nature de leur profession ou de leurs fonctions, sont, pour la grande majorité, présumés avoir suivi l'enseignement moyen ou supérieur.

Faisons remarquer que l'énumération comporte néanmoins différentes catégories de personnes dont la position ne fait pas nécessairement présumer l'instruction, mais à qui la proposition du Gouvernement accorde le droit électoral, à raison de services éminents qu'elles ont rendus ou de qualités morales qui les distinguent.

L'article 2 admet à l'électorat, avec dispense de toute condition de paiement d'impôts, tous ceux qui ont suivi les cours d'une école primaire, pendant un laps de temps déterminé ; mais la preuve de la capacité qui repose sur l'instruction primaire, ne s'établit plus, comme dans l'article précédent, par voie de présomption, le projet la fait résulter d'une preuve directe : « l'examen. »

L'article 3 détermine la limite des connaissances exigées et prend pour base le programme des matières spécifiées comme obligatoires par l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1879, sauf quelques exceptions.

Tous les autres articles du projet n'ont d'autre but que de réglementer l'épreuve que les candidats doivent subir.

La difficulté de présenter une énumération complète était grande ; aussi, n'a-t-elle pas échappé au Gouvernement, qui a déclaré d'avance accepter toute extension conforme au principe qu'il avait formulé ; des lacunes existent, en effet, dans cette énumération. On signale les géomètres ; on se demande s'il ne serait pas juste et conforme aux bases du projet, d'accepter, au même titre que les autres personnes désignées, les secrétaires et les receveurs communaux, sans exiger d'eux un minimum de traitement de 1,800 francs. Bien peu de ces fonctionnaires reçoivent un traitement aussi élevé, et cependant il est indiscutable que, par la nature même des fonctions qu'ils remplissent, ils peuvent être présumés avoir reçu une instruction moyenne du premier degré et semblent pouvoir être placés sur la même ligne que les instituteurs primaires. Au reste, presque tous les secrétaires communaux passent un examen à leur entrée en fonctions, devant le commissaire d'arrondissement. Une autre catégorie de personnes paraît avoir été oubliée : ce sont les artistes peintres, les sculpteurs, les littérateurs et les journalistes ; il est incontestable pourtant que la nature même de leurs professions fait présumer également, en leur faveur, l'instruction et l'intelligence.

D'un autre côté, constatons que le droit électoral est accordé à certaines personnes dont la position ou les fonctions ne font pas nécessairement présumer le degré d'instruction. Ce droit leur est accordé plutôt en récompense

des services rendus au pays. Tels sont bien certainement dans ce cas les décorés de tous les ordres.

En proposant d'accorder le droit de suffrage aux maîtres-ouvriers ou porions de charbonnage, aux contre-maîtres des usines, fabriques et ateliers employant au moins vingt-cinq ouvriers, le Gouvernement a donné une nouvelle preuve de la sollicitude qu'il éprouve pour les classes laborieuses; le droit électoral sera la récompense du travailleur honnête et intelligent qui parviendra à la position de contre-maître ou de porion.

On ne peut qu'applaudir à la pensée généreuse qui a inspiré cette disposition.

En vertu du n^o 2 de l'article 1^{er}, le droit de vote est concédé à tous les membres actuels ou anciens des Chambres législatives, aux conseillers provinciaux actuels ou anciens, aux conseillers communaux actuels et à ceux ayant rempli un mandat de trois ans.

Il est difficile, à la vérité, de voir, dans les différents mandats électifs dont il est question dans ce paragraphe, une présomption d'instruction supérieure ou moyenne du premier degré, puisque notre droit public n'impose aucune condition de capacité pour l'éligibilité: mais on peut penser qu'il est juste et rationnel d'accorder le droit de voter à celui qui a été honoré des suffrages de ses concitoyens.

L'article 2, comme nous venons de le voir, accorde le droit électoral à la capacité qui repose uniquement sur l'instruction primaire; toutefois, pour bénéficier de cette disposition, ceux qui veulent s'en prévaloir, sont soumis à deux conditions :

1^o Justifier d'avoir suivi, pendant six ans et jusqu'à l'âge de douze ans au moins, les classes complètes d'une école primaire publique ou privée, organisée conformément au programme de la loi du 1^{er} juillet 1879; les six années d'école primaire peuvent être remplacés par la fréquentation, pendant cinq ans et jusqu'à l'âge de douze ans au moins, des cours complets de la section préparatoire et de la première année d'une école moyenne publique ou privée, organisée d'après le programme de la loi du 1^{er} juin 1850;

2^o Avoir subi avec succès un examen sur les matières de l'enseignement primaire.

Remarquons d'abord que la fréquentation de l'école primaire ne suffit pas, d'après le projet, pour acquérir le droit électoral. Cette fréquentation doit se combiner avec l'examen. L'expérience nous a démontré qu'une mesure semblable est nécessaire, indispensable; n'avons-nous pas été à même, il y a peu de temps, d'apprécier le degré d'instruction que présentaient ceux qui avaient suivi les cours d'une école primaire, même pendant un temps relativement long? Ce projet demande plus qu'une présomption d'instruction, c'est une preuve directe qu'il réclame et c'est l'examen qui doit la fournir.

A cet examen sont indistinctement admis ceux qui ont suivi les cours des

écoles primaires publiques ou privées, pourvu que ces dernières aient été établies sur les bases de la loi de 1879. Cela se conçoit, du reste, puisque le programme de l'épreuve à subir comporte précisément les mêmes matières que celles qui ont été spécifiées par cette loi, à l'exception de quelques branches qu'on a écartées.

Notons, en terminant nos observations sur cet article, que les termes de six et de cinq ans d'études pourront être respectivement réduits à cinq ans et à quatre ans, en faveur de ceux qui auront suivi, pendant deux ans, les cours d'une école d'adultes établie sur la base de l'article 6 de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 1866.

L'obligation de justifier d'avoir suivi les cours d'une école primaire ou d'une école moyenne, pendant un certain temps, amène une objection qui ne manquera pas de se produire : pourquoi, demandera-t-on, exiger la preuve de fréquentation scolaire, puisque l'examen doit déterminer la somme des connaissances acquises ? Il importe peu que ces connaissances aient été puisées sur les bases de l'école, au foyer paternel ou partout ailleurs ?

L'Exposé des motifs répond à cette objection en exprimant la crainte, qui n'est pas sans fondement, de voir bientôt les partis politiques, en vue de leurs intérêts, ouvrir des cours pour former des électeurs. L'instruction acquise dans ces conditions ne présenterait évidemment pas les garanties que l'on est en droit d'en attendre.

L'examen étant institué par l'article 2, il était nécessaire de l'organiser et de déterminer surtout les matières sur lesquelles il devait porter ; c'est ce que fait l'article 3.

Cet article était indispensable. Il fait partie intégrante de la réforme en ce qu'il détermine la capacité exigée pour obtenir l'électorat ; la question de savoir dans quelle limite l'examen serait imposé, présente une importance telle qu'il fallait fixer, d'une manière définitive et irrévocable, les matières sur lesquelles il devait porter. En effet, la difficulté plus ou moins grande de l'examen emportait avec elle une extension plus ou moins large du droit de suffrage ; et, si les matières de l'examen n'avaient pas été spécifiées dans la loi, il aurait dépendu d'un Gouvernement de donner à la réforme une extension plus ou moins grande, de l'étendre au delà des intentions du législateur ou de la restreindre au point de la rendre absolument illusoire.

Le développement de l'instruction en Belgique, depuis quarante ans, la réorganisation de l'enseignement primaire en 1879 n'ont certes pas peu contribué à introduire dans nos lois le principe de la capacité, comme base du droit de vote. Cette capacité est limitée aux connaissances d'un enseignement primaire complet. La logique ne commandait-elle pas, dès lors, de mettre de l'harmonie entre la loi électorale et celle de 1879 ? Il était donc rationnel de fixer les matières de l'examen conformément au programme de cette loi.

Toutefois, quelques branches de ce programme, soit à raison des difficultés qu'elles présentent, soit parce qu'elles sont considérées comme d'importance secondaire, ne feront pas partie de l'examen. Telles sont, pour les premières, les sciences naturelles et le dessin ; et, pour les secondes, la gymnastique et le chant.

Les trois articles que nous venons d'analyser, renferment à eux seuls tous les principes de la loi. Les autres dispositions du projet n'en concernent que l'organisation et l'application. Notons cependant l'article 4, qui présente un intérêt spécial : il écarte de l'examen ceux qui n'ont pas atteint l'âge de dix-huit ans.

Cette mesure est considérée par les auteurs du projet comme une garantie de la capacité dont la justification doit être établie. Il est incontestable, en effet, que le candidat électeur qui aura quitté les bancs de l'école primaire, depuis un certain nombre d'années, et qui parviendra à subir avec succès l'épreuve sur les matières de cet enseignement, prouvera bien mieux, qu'au sortir de l'école, qu'il possède la valeur intellectuelle requise pour jouir de l'électorat.

Les articles 4 et 5 organisent le certificat destiné à fournir la preuve de la fréquentation de l'école. Ils déterminent les mentions qu'il doit contenir et les conditions qu'il doit remplir pour être valable, ainsi que la qualité de ceux qui peuvent le délivrer.

L'article 6 fixe à cent le nombre de jours d'absence nécessaires pour faire perdre le bénéfice de la fréquentation de l'année.

Après avoir réglementé le certificat, il fallait déterminer les établissements d'instruction primaire ou moyenne dont la fréquentation aurait été admise aux termes de l'article 2 de la loi.

Les articles 7 à 15 n'ont d'autre but que de satisfaire à cette nécessité.

Aux termes de ces articles les députations permanentes sont chargées du soin de dresser la liste des établissements publics et privés qui réunissent les conditions de l'article 2.

Les établissements publics sont inscrits de droit.

Les députations permanentes apprécient quels sont les établissements privés qui peuvent demander leur inscription; elles ont toutefois, avant de les admettre, l'obligation de s'assurer qu'ils possèdent des registres réguliers de présence et d'avancement des élèves et qu'ils les conservent pendant quinze ans.

Ces articles organisent toute la procédure pour réclamer contre la formation de ces listes et pour interjeter appel contre les décisions prises à la suite des réclamations.

L'appel se fait au Roi dans les dix jours de la notification de la décision.

Les articles 16 à 21 prennent les précautions pour garantir la sincérité des certificats. Ils commencent des peines sévères contre ceux qui auront fait usage d'une attestation fautive et contre ceux qui l'auront délivrée. Tout refus opposé dans le but de nuire à la remise d'un nouvel extrait, en cas de perte du premier, entraînera, pour le directeur, la révocation s'il appartient à l'enseignement public et la radiation de la liste dressée en vertu de l'article 7, s'il s'agit d'une institution privée.

Ce sont là des garanties accordées par la loi aux droits acquis par la fréquentation régulière de l'école. Ces garanties semblaient d'autant plus nécessaires que la fréquentation est, dans le système du projet, un élément indispensable sur lequel se fonde la capacité résultant de l'enseignement primaire.

Tous les autres articles, jusqu'aux dispositions transitoires, organisent l'examen; ils l'entourent de toute une série de mesures qui n'ont d'autre but que d'en assurer l'impartialité et la sincérité.

Ils fixent le nombre de points attribués à chaque branche, la composition du jury et la forme du diplôme, sur le vu duquel l'inscription doit se faire aux listes électorales.

Ils instituent un jury d'appel dont la composition est déterminée; tout candidat évincé peut réclamer, dans les quinze jours, par requête adressée au Gouverneur, une revision de son travail; la procédure à suivre devant le jury est indiquée à l'article 29.

L'article 30 écarte définitivement tout candidat, après trois épreuves infructueuses.

Et l'article 31, pour éloigner toute suspicion de partialité ou de fraude contre les décisions des jurys, permet à vingt-cinq citoyens électeurs généraux, dans le canton ou l'arrondissement, de désigner un témoin dont la mission consiste à assister à toutes les opérations de l'examen, même aux délibérations du jury.

Les trois derniers articles se rapportent aux dispositions transitoires à prendre pour l'exécution de la loi, en ce qui concerne l'admission à l'examen. Aux termes de ces dispositions, pendant cinq années, ceux qui ont terminé leurs études avant la mise en vigueur de la loi seront admis à se présenter à l'épreuve, à condition de justifier des années de fréquentation d'école soit par le certificat légal, soit par des extraits certifiés conformes des registres matricules des établissements qu'ils ont suivis, soit par des actes de notoriété attestant le fait de six années d'études primaires sous le régime de la loi de 1842 ou de cinq années d'études moyennes sous le régime de la loi de 1830, et signés par cinq personnes jouissant de leurs droits civils et politiques.

Toute personne qui ne parviendrait pas à fournir la preuve de fréquentation demandée par l'article précédent, pourra se présenter à l'examen; mais, dans ce cas, la somme de connaissances exigée d'elle est plus élevée. Pour être admise à l'électorat, elle devra réunir les $\frac{1}{3}$ des points, au lieu des $\frac{2}{3}$ qui sont exigés des autres.

La dernière disposition, dans cet ordre d'idées, stipule que les élèves universitaires, munis du diplôme institué par la loi du 13 juillet 1849, et les gradués en lettres, seront assimilés à ceux qui ont suivi un cours complet d'humanités, et sont électeurs aux termes de l'article 1, § 4.

EXAMEN EN COMMISSION.

DISCUSSION GÉNÉRALE.

Plusieurs séances ont été consacrées à l'examen du projet; il a rencontré des critiques puisées dans des ordres d'idées absolument opposés.

Les uns voient, dans la proposition du Gouvernement, un acheminement vers le suffrage universel ; un premier pas fait dans la voie de la revision de la Constitution. Ils considèrent cette revision comme un danger de nature à faire courir au pays les aventures les plus périlleuses.

Ils estiment que le projet accorde une place trop considérable aux fonctionnaires dans le corps électoral. En général, les administrations ont des intérêts contraires à ceux des électeurs, disent-ils ; les élus du scrutin sont les contrôleurs des administrations dont les fonctionnaires sont les agents. Il est convenable de ne pas leur réserver une part trop large dans le droit électoral.

D'après eux, l'examen tel qu'il est institué ne présente aucune garantie d'impartialité. Les questions sont posées par le Gouvernement, l'élément officiel domine dans la composition du jury.

Ils reprochent encore au projet de manquer de justice, en ne plaçant pas sur la même ligne les professeurs des établissements libres et ceux de l'enseignement officiel.

Un autre membre, tout en admettant le principe proposé, regrette que la réforme ne soit pas inspirée par un sentiment plus large et plus généreux, en ce qui concerne l'accès des classes ouvrières dans le corps électoral. Il partage l'avis des premiers qu'il n'est pas convenable de conférer le droit de vote aux fonctionnaires à raison de leur position. Il pense que l'ouvrier ne pourra bénéficier de la loi, il sera dans l'impossibilité de se présenter à l'examen à l'âge de dix-huit ans. Absorbé qu'il est par les travaux de sa profession, il ne pourra conserver jusqu'à cet âge les connaissances qu'il aura acquises sur les bancs de l'école.

A l'appui de sa thèse, il rappelle que l'Exposé des motifs constate l'ignorance des classes ouvrières, même en Allemagne, sous un régime d'instruction obligatoire.

Il ne faudrait, d'après lui, réclamer qu'un faible degré d'instruction de l'ouvrier ; la lecture et l'écriture devraient suffire, on pourrait même y ajouter l'arithmétique ; il préconise le système qui consiste à former trois catégories d'électeurs : les censitaires, les lettrés et les ouvriers.

Ce système, on se le rappelle, a été présenté par nos honorables Collègues MM. Vanderkindere, Arnould et Buis ; ou bien on pourrait, dit-il, prendre pour base les listes qui servent aujourd'hui à la formation des conseils de prud'hommes.

A son avis, un des reproches les plus graves qui puisse être fait à la proposition de loi, c'est d'exclure du droit électoral ceux qui supportent l'impôt le plus lourd, le service militaire. S'inspirant d'une disposition de la loi italienne, il voudrait voir accorder le droit de vote à tout milicien qui aura accompli son temps de service et aura obtenu un congé soit temporaire, soit définitif.

D'après lui, on peut supposer que, pendant son séjour à l'armée, le milicien aura acquis un degré d'instruction suffisant pour exercer, d'une manière intelligente et raisonnée, le droit électoral.

Il considère enfin comme inconstitutionnelle la disposition qui accorde le droit de suffrage aux décorés, et ne pense pas que les ministres du culte, à raison de leur qualité, puissent être électeurs ; ils sont désintéressés des

choses de ce monde; ils sont, dit-il, sans famille; il ne voit aucune utilité à leur conférer le droit de suffrage.

Un autre membre répond que la critique, en ce qui concerne les fonctionnaires, n'est pas fondée. Le projet leur accorde le droit de suffrage, non parce qu'ils exercent leurs fonctions, mais parce que leur position fait présumer en leur faveur un degré d'instruction qui les rend aptes à l'électorat.

Il conteste la possibilité d'adopter, en la matière qui nous occupe, la méthode suivie pour dresser les listes d'électeurs aux conseils de prud'hommes. Ces listes, en effet, sont dressées par le soin des administrations communales, sur des rapports de police. Il dépendrait ainsi de ces autorités de créer des électeurs; il combat l'idée d'accorder le droit de suffrage au milicien qui a accompli son temps de service; l'autorité qu'on tire de la loi italienne n'a pas la valeur qu'on lui prête, si l'on considère qu'en Italie, il existe encore 80 p. % d'illettrés; il est évident que, dans ce pays, on a dû se contenter d'un degré d'instruction bien faible que le service militaire peut même faire présumer.

Des membres partagent l'avis, émis par l'un des préopinants, qu'il est désirable de faciliter l'accès du droit électoral à la classe laborieuse, mais ils ne pensent pas que ce but doive être atteint par la proposition de MM. Vanderkindere, Arnould et Buis; ce système, d'après eux, est contraire à la Constitution, qui a aboli les ordres. En outre, il présenterait ce grave danger de faire surgir, entre les différents groupes, des luttes incessantes.

Dans leur sentiment, le cens à lui seul peut donner satisfaction à leurs vœux, il est, dans leur pensée, un stimulant au travail et à l'épargne; ils désirent le voir abaisser encore afin qu'il ne constitue pas une barrière à l'électorat pour l'ouvrier économe et honnête.

Les partisans du cens le justifient aujourd'hui non seulement parce qu'il est une garantie d'ordre, mais encore parce qu'il établit en faveur de celui qui le possède, une présomption d'intelligence et d'instruction; aussi, peut-on affirmer que toute extension du droit de suffrage qui puiserait sa base ailleurs que dans la capacité, ne répondrait pas aux aspirations de l'opinion publique. Le problème à résoudre consiste donc bien moins à trouver la formule de faire entrer dans le corps électoral un nombre de citoyens plus ou moins grand, que de rechercher indistinctement, dans toutes les classes de la société, quels sont ceux qui sont aptes à émettre un vote intelligent, libre et raisonné.

Si un cens relativement élevé peut faire légitimement présumer un certain degré de capacité, il n'en est plus de même du cens réduit aux dernières limites. Il ne forme plus, en faveur de celui qui le paye, aucune présomption d'instruction. Le système du cens, abaissé dans des proportions extrêmes, ne présente que l'avantage du nombre; mieux vaudrait recourir immédiatement au suffrage universel qui, au point de vue absolu, possède au moins pour lui le mérite de l'égalité de tous.

La part faite aux travailleurs dans le projet est plus large que certains membres ne le pensent; l'école aujourd'hui est accessible à tous; le jour n'est pas éloigné où sa fréquentation sera obligatoire; la somme des connaissances requises pour l'examen ne dépasse pas la limite des notions élémen-

laire que l'ouvrier pourra entretenir facilement jusqu'au jour où il sera admis à se présenter à l'examen

Il lui sera d'autant plus aisé de ne pas perdre le fruit de l'enseignement reçu, qu'il pourra suivre, au sortir de l'école, les cours d'adultes, qui ont été organisés dans un grand nombre de localités.

L'examen qui doit lui donner le droit de suffrage, devient ainsi pour lui un énergique stimulant au travail.

Le projet a fait concevoir encore à certains membres des craintes soulevées par l'éventualité d'une révision de la Constitution; ces craintes sont évidemment exagérées.

D'abord, la proposition du Gouvernement ne porte atteinte à aucun principe constitutionnel; elle se borne à user de la faculté, que laisse au législateur le pacte fondamental, de régler les conditions de l'électorat à la province et à la commune: aucun principe n'est substitué à un autre. Sous la Législature précédente, le droit de suffrage reposait sur le cens qui fait présumer la capacité; aujourd'hui, il reposera sur le cens et sur la capacité. On pourrait donc soutenir que cette base existait antérieurement, au moins à l'état de présomption.

Des adversaires de la réforme, reconnaissant toutefois que la proposition du Gouvernement ne sort pas des limites tracées par le Congrès, objectent néanmoins que le régime nouveau entraînera fatalement, dans un avenir plus ou moins éloigné, la révision de la Constitution.

Cette argumentation est sérieuse: mais pourquoi la combattre? Si l'expérience nous démontre qu'un grand progrès peut être réalisé utilement pour le pays, et si, pour y parvenir, il est nécessaire d'apporter certaine modification au pacte fondamental, faudra-t-il s'arrêter, lorsque cette modification sera possible, surtout à une époque où la pratique d'un système aura permis d'en apprécier le mérite?

La Constitution belge est une œuvre de génie politique devant laquelle tout bon citoyen s'incline, avec respect et reconnaissance; elle a contribué largement à donner au pays une longue période de bonheur, de prospérité et de gloire; mais, quelle que soit la valeur de cette œuvre, comme toute œuvre humaine, elle est perfectible. Un laps de cinquante années a opéré de profondes et nombreuses transformations dans notre économie politique et sociale; des situations nouvelles ont créé des besoins nouveaux.

L'instruction répandue à flots dans toutes les couches de la société a fait naître des aspirations qu'il serait peut-être injuste de ne pas entendre.

La révision de la Constitution a été prévue: nos constituants en ont déterminé les conditions et réglé la procédure; il est toutefois indiscutable qu'il est grave de prendre une mesure semblable; qu'il ne faut la proposer qu'avec la plus grande circonspection, et alors que l'expérience en aura fait constater l'impérieuse nécessité.

Il y aurait imprudence à vouloir précipiter une réforme dont l'heure peut être marquée, mais dont l'instant doit être laissé au bon sens, à la sagesse et à l'esprit de justice de la nation.

DISCUSSION DES ARTICLES.

ARTICLE PREMIER. — Cet article renferme le principe même de la réforme ; il a donné lieu à un vote, il est admis par quatre voix et repoussé par trois. Un amendement proposé par un membre d'abaisser le cens à 10 francs pour la province, et à 5 francs pour la commune, a été rejeté par cinq voix contre deux.

Les nos 1, 2, 3 n'ont donné lieu à aucune observation ; au n° 4, un membre a fait observer que différentes catégories de personnes munies d'un diplôme étaient omises ; les géomètres et les droguistes sont dans ce cas ; la section a décidé de demander au Gouvernement la raison de cette exclusion. Voici la réponse du Gouvernement :

« Les droguistes et les géomètres sont patentés et c'est par exception seulement que quelques uns ne seraient pas électeurs à raison du cens.

» On pourrait, au surplus, les indiquer dans les catégories ; on dirait, au § 4, après les mots : *de la loi du 11 juin 1850...* « de dentiste, de droguiste, obtenu conformément aux articles 12, 13 et 14 de l'arrêté royal du 13 mai 1880. »

» Au § 5, après les mots : *de Vilvorde*, « les géomètres-arpenteurs ayant obtenu le certificat de capacité institué par l'article 2 de l'arrêté royal du 31 juillet 1825 et conformément au programme annexé à l'arrêté royal du 4 décembre 1848. »

Au n° 5, un membre pense qu'il faut mettre sur la même ligne que les porions, les marqueurs de charbonnage. La commission a chargé son rapporteur de demander au Gouvernement s'il existe quelque raison de ne pas se montrer aussi large à leur égard ; le Gouvernement a répondu dans les termes suivants :

« Les maîtres-ouvriers ou chefs mineurs désignés sous le nom de chefs porions dans le Hainaut, de gouverneurs en France, de Steiger en Allemagne, sont chargés de la conduite journalière des travaux de la mine et de la surveillance des ouvriers.

» Ils sont deux à chaque houillère, l'un pour le poste de jour, l'autre pour le poste de nuit.

» Les maîtres-ouvriers sont assistés dans leur tâche par des surveillants (porions ou commandants), dont la mission est de veiller à la bonne exécution des travaux indiqués par le maître-ouvrier.

» Tous ces agents sont des ouvriers d'élite, choisis à raison de leur intelligence et qui réunissent, en général, des qualités remarquables.

» Ils sont en nombre limité, à peu près le même dans chaque charbonnage, et leur position a une grande notoriété.

» L'organisation hiérarchique est connue de l'administration des mines.

» Ce sont ces agents que le projet de loi a eus en vue.

» Les marqueurs dressent les listes de contrôle ou de présence des ouvriers occupés à l'intérieur des mines et tiennent des carnets dans lesquels ils inscrivent les données relatives à la main-d'œuvre. Ils établissent, en d'autres termes, les bases de la comptabilité de l'exploitation souterraine.

» Plusieurs d'entre eux participent à la détermination des prix de revient et un certain nombre au lever et au report des plans. Ce sont des hommes de confiance sortant, pour la plupart, des écoles industrielles. Les fonctions de marqueur sont parfois aussi sollicitées, au sortir des écoles spéciales, par de jeunes ingénieurs désireux de faire rapidement un excellent apprentissage.

» Les marqueurs sont indépendants des maîtres-ouvriers ou chefs-porions; ils relèvent directement de l'administration de la mine.

» Les marqueurs doivent donc être admis au même titre que les maîtres-ouvriers. »

Les n° 6 et 7 sont adoptés.

Au n° 8, un membre propose d'ajouter les candidats-avoués, les candidats-huissiers et les commis-greffiers. La section a décidé de demander au Gouvernement le motif pour lequel ces catégories ne se trouvaient pas comprises dans le projet. M. le Ministre de la Justice a fait connaître que les commis-greffiers ne passent aucun examen, que le greffier de justice de paix accepte qui bon lui semble; cette fonction ne peut faire présumer aucune capacité.

En ce qui concerne les candidats-huissiers et les candidats-avoués, voici la réponse du Gouvernement :

« Les candidats-avoués n'ont pas d'examen à subir.

» La Chambre des huissiers fait subir un examen aux candidats. Aucune disposition légale ne détermine la matière de ces examens. Il ne semble donc pas qu'il convienne, dans ces conditions, de tenir compte de brevets ainsi délivrés. »

Le n° 9 accorde le droit de suffrage aux professeurs de l'enseignement supérieur public ou privé; mais il n'accorde le droit pour l'enseignement moyen qu'aux professeurs des institutions de l'État, des provinces et des communes, ainsi qu'aux instituteurs officiels. Un membre a proposé un amendement tendant à admettre tous les professeurs indistinctement publics ou privés. Cet amendement a été rejeté par 5 voix contre 2.

La commission n'a pas pensé pouvoir mettre sur la même ligne que les professeurs des collèges et athénées organisés par l'État, les provinces ou les communes, les professeurs de l'enseignement privé, par ce motif que ces derniers, en vertu du principe de la liberté d'enseignement, échappent à tout contrôle de la part de l'État. L'autorité publique n'a aucune action sur eux; ils en sont absolument affranchis; dès lors, c'est à eux qu'il appartient de prouver, par les voies ordinaires, qu'ils possèdent la capacité électorale. En ce qui concerne les instituteurs primaires libres, la décision de la Commission se justifie bien davantage. Les procès-verbaux de la commission d'enquête établissent, sans contestation possible, qu'un certain nombre de ces instituteurs ne possèdent pas un degré d'instruction équivalant à l'enseignement primaire.

Le n° 10 a donné lieu à un débat, au sein de la commission. Un membre a proposé de fixer à 1,200 francs au lieu de 1,800 francs, le chiffre du traitement exigé. Cette proposition a été repoussée, par 4 voix contre 1 et une abstention. Une autre proposition d'abaisser à 1,500 francs le traitement et de mettre sur le même pied les fonctionnaires et les employés privés, a été repoussée dans ces mêmes conditions. Si une proposition semblable avait été admise, il aurait dépendu de la volonté d'un particulier de créer des électeurs; ce qui a paru inadmissible à la commission. Il lui a semblé toutefois que le chiffre de 1,800 francs était trop élevé pour les fonctionnaires et, par 4 voix contre 2, elle a résolu d'abaisser ce chiffre à 1,500 francs.

La commission a décidé encore d'admettre à l'électorat les secrétaires et receveurs communaux, indépendamment de l'importance du traitement dont ils jouissent.

N° 11. Un membre fait remarquer qu'il est profondément injuste de refuser le droit électoral à ceux sur qui pèse le plus lourd des impôts, le service militaire; d'après lui, tous les miliciens qui ont accompli leur temps de service, devraient être électeurs, à moins d'avoir subi une condamnation judiciaire.

Un autre membre fait cette observation que le service militaire ne peut former, en faveur de celui qui l'a accompli, une présomption d'instruction.

Ce serait, disait-il, sortir de l'esprit du projet de loi, dont le but est de rechercher tous ceux qui possèdent des connaissances assez étendues pour exercer le droit de vote. La commission a rejeté, par 3 voix contre 3, la proposition d'accorder le droit de suffrage au milicien qui a obtenu un congé soit temporaire, soit définitif.

N° 12. Un membre a trouvé que les élections dans la garde civique ne prennent déjà que trop un caractère politique.

Ce caractère s'accentuera encore, si l'on accorde le droit de suffrage aux officiers de la milice citoyenne.

Il reproche au projet de ne faire aucune distinction entre la garde civique active et non active.

Dans nos campagnes, les élections pour la garde civique ne sont pas sérieuses.

Il propose la suppression de l'article.

La suppression est rejetée par 3 voix contre 3. Il propose subsidiairement de restreindre la faveur de l'électorat aux officiers de la milice citoyenne active.

Cet amendement est rejeté également par 3 voix contre 3.

Un autre membre a proposé de supprimer les mots : « au moins trois années de grade. »

Cette proposition n'est pas admise dans les mêmes conditions.

N° 13. Un membre fait la proposition d'admettre tous les ministres du culte sans exiger la condition de la possession d'un traitement de l'État.

Un autre membre propose, au contraire, de supprimer l'article.

Les deux propositions sont rejetées.

N° 14. Ce paragraphe accorde le droit de suffrage à ceux qui ont obtenu une distinction honorifique.

Cette disposition est combattue par plusieurs membres; ils redoutent qu'elle serve d'instrument pour créer des électeurs.

Ce n'est pas le cas pour les décorés de la croix de fer et de la croix commémorative.

Aussi propose-t-on de restreindre le paragraphe à ces deux catégories.

L'amendement est adopté par quatre voix contre deux.

N° 15. La commission n'a pas pensé que la médaille d'or fût indispensable pour conférer le droit électoral. Il lui a paru qu'une distinction quelconque suffisait. La proposition de rédiger le paragraphe dans ce sens est adoptée à l'unanimité.

N° 16 est adopté sans observation

N° 17. Un membre a trouvé qu'il était juste de conférer le droit électoral au citoyen qui est établi, depuis un certain temps, dans une localité, et qui paye un loyer au moins de 200 francs; il propose, dans ce but, d'ajouter à la fin du n° 17 : « Les citoyens domiciliés dans la même commune depuis deux ans au moins et qui payent un loyer minimum de 200 francs.

» La preuve du paiement du loyer devra résulter d'un écrit et tous les baux au-dessous de 500 francs seront enregistrés gratis. » Cet amendement est adopté par trois voix et trois abstentions. Il constituera le n° 19 du projet de loi.

Le n° 18 est adopté sans observation.

ART. 2.

Cet article a donné lieu à plusieurs discussions : un membre a pensé que l'examen ne devait pas être exigé de ceux qui avaient suivi régulièrement les cours d'une école publique primaire, pendant six années, et d'une école moyenne de l'État, pendant cinq.

Un autre membre s'est trouvé d'accord avec le premier pour demander la suppression de l'examen; mais, à la différence du premier, au profit de tous ceux qui avaient fréquenté régulièrement, pendant le temps déterminé, les cours d'une école, sans distinction entre l'enseignement public et privé. — Admettre la distinction que l'on propose, disait-il, ce serait constituer au profit de l'enseignement de l'État un odieux privilège. Ce serait une atteinte portée à la liberté d'enseignement.

La proposition de supprimer la condition de l'examen pour ceux qui ont fréquenté régulièrement l'école publique, n'est pas admise par la commission.

Un troisième membre estime que ce serait justice de faire compter les années de fréquentation d'école régimentaire, pour autant d'années scolaires; il propose la rédaction suivante à la fin du 1^{er} paragraphe : « L'année d'études, dans les écoles régimentaires et dans les cours du soir, organisés dans l'armée, vaut pour une année d'études scolaires. »

L'article rédigé dans ces termes est adopté par 3 voix contre 2 et 1 abstention.

ART. 3.

Un membre a proposé de restreindre l'examen à la lecture, à l'écriture et aux quatre règles fondamentales. Cette proposition est rejetée par 3 voix contre 3.

ART. 4.

Plusieurs membres se sont élevés contre cet article pour différents motifs d'abord, disaient-ils, il est injuste de ne pas permettre à celui qui sort de l'école de se présenter à l'examen et de justifier ainsi de sa capacité. En second lieu, il faudrait admettre à l'examen tous ceux qui se présenteraient, sans exiger la condition de fréquentation d'école, pendant un laps de temps déterminé.

Un amendement tendant à supprimer la condition de fréquentation pour se présenter à l'examen, est rejeté par 3 voix contre 3. Un autre amendement proposant de supprimer la condition d'âge de 18 ans est adopté, par 4 voix contre 2. De telle sorte que l'article sera rédigé comme suit : « Nul ne sera admis à cet examen s'il ne prouve par un certificat » et ainsi de suite, comme dans le projet.

Les articles 5 et 6 sont adoptés sans observation.

ART. 7 à 15. Ces articles concernent la liste des établissements qui seront admis dans le projet à délivrer des certificats de fréquentation des cours.

Un membre pense qu'il serait préférable d'admettre tous les chefs d'institution à délivrer des certificats, sauf à en faire vérifier la valeur par la cour d'appel, en cas de contestation. Il reproche à ces articles de rendre aux députations permanentes une juridiction électorale que la loi leur a enlevée récemment.

Ce système, qui entraîne la suppression des articles 7 à 15 du projet, a été mis aux voix et adopté par 4 voix et 2 abstentions.

Les articles 16, 17, 18, 19, 20, sont adoptés.

ART. 21. Cet article établit une sanction pour les chefs d'établissement qui refusent méchamment un certificat de fréquentation ; il frappe de la révocation le chef d'établissement public et punit le chef d'établissement privé de la radiation de son établissement de la liste dressée en vertu de l'article 7. Dans le système de la commission, les listes n'existent plus ; il a donc fallu trouver une autre sanction. On a proposé de remplacer la première par une amende de 50 à 500 francs à charge du chef de l'établissement.

Sauf cette modification, l'article est adopté.

L'article 22 est adopté sans observation.

ART. 23. La commission décide de poser au Gouvernement la question suivante :

Qu'entend-on par questionnaire; quelle sera son étendue; sera-t-il permanent ou annuel?

Le Gouvernement voit-il quelque inconvénient à le faire dresser par une commission mixte?

Voici la réponse du Gouvernement :

ART. 23. *Questionnaire.* « Le Gouvernement ne saurait, faute d'explication à cet égard, se rendre compte de ce que la section centrale entend par une *commission mixte* qui serait chargée de formuler les questions à poser aux candidats. Mais quelque combinaison que l'on ait en vue, il est évident qu'il s'agit ici d'une attribution du pouvoir exécutif. C'est au Gouvernement qu'il appartient de l'exercer sous sa responsabilité. Là se trouve la seule et vraie garantie contre les abus qu'on paraît redouter.

» Mais de tels abus ne sauraient même se produire.

» L'Exposé des motifs dit explicitement que les formulaires élémentaires, qui doivent servir de bases aux examens, *seront arrêtés une fois pour toutes* par le Département de l'Instruction publique « dans le but de donner des garanties à toutes les opinions et d'exclure jusqu'à la possibilité d'un soupçon de partialité ou de connivence ». Il résulte de là que le programme sera fixe, invariable, connu d'avance par les instituteurs comme par les candidats; chaque jury y puisera directement par la voie du tirage au sort les questions à résoudre. Ce procédé est simple, pratique, équitable; tout autre serait forcément arbitraire et deviendrait une source de surprises et de réclamations. »

Un membre estime que cet article ne donne aucune garantie d'impartialité, puisque le nom du candidat est connu avant d'apprécier son travail. Il préconise un système dans lequel le jury d'examen ignore le nom du candidat. Il propose de substituer au deuxième paragraphe la rédaction suivante : « Les candidats seront tenus de répondre sur un papier spécial qui leur sera remis par le président du jury. Ils inscriront dans une enveloppe y adhérente leurs nom, prénoms et domicile. Tous les examens seront mis sous pli cacheté pour être soumis au jury. »

L'article ainsi amendé est accepté.

ART. 24. Un membre a trouvé qu'on ne devait pas être plus rigoureux en matière électorale qu'en toute autre. Les candidats qui se présentent aux examens, sont généralement admis, quand ils obtiennent la moitié des points; il propose de substituer « la moitié » aux « trois cinquièmes »; la commission a adopté cette modification.

Les articles 25 et 26 ne donnent lieu à aucune observation.

ART. 27. Cet article a été introduit dans le projet pour donner au candidat évincé un recours contre la décision qui lui a été défavorable. La commission a pensé que le recours, faisant nécessairement connaître le nom du candidat, ne présente plus aucune garantie d'impartialité et a préféré supprimer l'article.

La suppression de l'article 27 entraîne celle des articles 28 et 29.

ART. 30. Les mots « la revision d'appel non comprise » doivent disparaître, puisque cette procédure n'existe plus.

ART. 31. A supprimer les mots : « ou dans l'arrondissement s'il s'agit de l'examen de revision, » et plus loin les mots : « soit par celle du chef-lieu d'arrondissement. »

ART. 32. Supprimer ces mots : « portés sur les listes dressées en vertu de l'article 7. »

ART. 33. Pour les mêmes motifs que ceux qui ont été énoncés à l'article 24, la commission propose de remplacer les mots « les quatre cinquièmes » par « la moitié. »

L'article 34 est adopté sans observation.

L'ensemble du projet est mis aux voix et adopté, par 3 voix contre 2 et 4 abstention.

Le Rapporteur,
GUSTAVE PATERNOSTER.

Le Président,
J. DESCAMPS.

NOTE DE LA MINORITÉ.

La minorité de la commission croit devoir résumer les principaux motifs de son opposition au projet présenté le 5 juin 1883 par le Gouvernement sous le nom de « Réforme électorale pour la province et la commune. »

La Constitution a établi le cens comme la base nécessaire du droit électoral pour la formation des Chambres législatives.

Si le principe du cens n'est pas expressément obligatoire pour l'électorat provincial et communal, on ne peut méconnaître que l'esprit de la Constitution en réclame le maintien à tous les degrés de la hiérarchie de nos pouvoirs délibérants.

L'unité et l'harmonie sont, en effet, essentielles en cette matière qui, dans les États libres et parlementaires, est la source de tous les pouvoirs. La souveraineté nationale ne se manifesterait pas dans sa véritable expression si, aux différents échelons de notre organisation politique, des éléments divers en étaient les organes.

Le principe du cens comprend à la fois la représentation des intérêts et des capacités, dont la cohésion est intime. L'intelligence, la science créent ou conservent les intérêts, et l'existence des intérêts suppose l'intelligence et le travail. Rien n'est isolé dans une communauté bien organisée.

Les classifications qui tendent à séparer les intérêts sociaux et à les opposer les uns aux autres sont presque toujours arbitraires et fausses. Elles dérivent bien plus de théories empreintes de sophismes que de la réalité des faits qui forment la vie et le mouvement d'ensemble des sociétés.

Le droit électoral, qui repose sur le cens et dès lors sur des intérêts positifs et tangibles, a une précision et une certitude que n'offre pas la seule capacité.

Il est, en effet, aussi difficile de définir celle-ci que de lui assigner de justes proportions. Sa frontière est mobile et ses qualités variables. Qui sera le juge équitable de son intensité? Qui décidera de celle qui est suffisante pour conférer l'exercice du droit électoral? Cette constatation et cette détermination impartiales offrent dans la pratique les difficultés les plus sérieuses. Le projet ne les résout point par la combinaison des examens et des jurys qu'il organise.

Le principe du cens, quoi qu'en puissent dire des détracteurs plus passionnés que justes, a chez nous fait ses preuves. L'expérience de plus d'un demi-siècle a été éclatante et décisive.

De grands progrès, dans toutes les sphères de l'activité humaine, se sont accomplis depuis notre émancipation nationale. Inutile d'insister sur ce qui ne saurait être loyalement contesté. Constatons aussi, avec une patriotique satisfaction, que la Belgique indépendante et libre n'a recueilli que l'écho des orages qui ont ravagé et désolé tant d'autres nations!

Et cependant le principe du cens a été retenu dans sa croissance, paralysé dans son essor!

Quelques modifications dans nos lois fiscales auraient suffi pour lui donner de féconds, de justes et d'utiles développements. Mais loin d'entrer dans cette voie de sage progrès, on semble s'être attaché dans la création des 12 millions de ressources nouvelles récemment votés et des 22 millions d'impôts actuellement proposés, à rendre ces impôts stériles pour le droit électoral.

De plus, en ces dernières années, on a fréquemment mutilé le principe du cens. Les calculs et les préoccupations politiques lui ont porté des blessures successives qui en ont profondément affaibli la vitalité, en plaçant dans les mains de ses adversaires des armes redoutables.

Transformé en un instrument de domination, successivement remanié dans un intérêt de parti, le cens a cessé d'être une source pure du sentiment public, de l'expression vraie de la volonté nationale. Notre régime électoral n'est plus un bien commun, la sauvegarde de toutes les opinions. Les plus mortels ennemis du cens ne s'y seraient pas pris autrement pour le discréditer et le perdre.

Cette funeste tendance à remanier, périodiquement et selon les exigences politiques de certaines localités, la base même de notre droit électoral, s'est produite et accentuée sous le Ministère actuel avec une persistance aussi aveugle qu'obstinée.

Trois lois successives, accumulées en moins de quatre ans, sans compter celle sur les naturalisations, ont assez prouvé que les habiletés politiques et les calculs de l'ambition ne l'emportent que trop souvent sur l'esprit de justice, sur le respect des principes, du droit et de la véritable liberté.

Le projet de loi actuel en est encore un frappant exemple.

La gravité en est exceptionnelle, à raison surtout du principe nouveau qu'il proclame et qu'il place à côté du principe du cens, l'une des pierres

angulaires de la Constitution. Désormais, si le projet est voté, au même rang que le principe du cens existera celui des « capacités », indépendant de tout cens. En vain dirait-on que c'est un allié qu'on offre à celui-ci pour les élections provinciales et communales, afin de le raffermir pour les élections législatives. Étrange illusion ! C'est bien plutôt un adversaire, un rival redoutable qu'on lui suscite. Qui ne comprend, en effet, qu'en introduisant un principe nouveau. — qu'on proclame meilleur que le cens, — pour l'électorat à la province et à la commune, on ouvre une brèche à ceux qui montent à l'assaut de la Constitution ? Comment leur refuser logiquement l'introduction de cette base meilleure pour les élections les plus importantes et dont dépend le sort du pays ?

Il est donc certain, quoi qu'on en dise, que le projet pose le jalon d'une révision inévitable et prochaine de l'article 47. Ses auteurs se font, malgré leurs déclarations contraires, les complices les plus actifs des partisans de la révision constitutionnelle. Qui pourrait en douter, en présence de la proposition de révision que le projet ministériel a fait immédiatement éclore à la Chambre, en présence aussi du mouvement qui s'est dessiné et s'accroît dans le pays ? Un vote parlementaire, provoqué prématurément par des révisionnistes trop pressés, sera impuissant pour arrêter les conséquences logiques et inéluctables des prémisses contenues dans le projet du Gouvernement.

Indépendamment des considérations qui précèdent, la minorité de la commission repousse le projet pour d'autres motifs graves et décisifs. L'Exposé des motifs reconnaît qu'on ne peut prévoir les effets pratiques de l'innovation proposée. On ne peut, même approximativement, évaluer le nombre des électeurs nouveaux qui seront appelés aux urnes provinciale et communale. Les conditions et le programme de l'examen sont tels qu'il est permis de présumer qu'un très petit nombre affrontera les inconvénients de cette épreuve.

Le principe constitutionnel est donc ébranlé pour des résultats minimes.

Le projet a pour but d'introduire dans le corps électoral pour la province et pour la commune un contingent de fonctionnaires amovibles et de tout rang, qui, quel que puisse être leur mérite personnel, ont trop les apparences d'une dépendance du pouvoir. Cette dépendance est d'autant plus à craindre que la main de l'État exerce, en raison des progrès de la centralisation, une pression sans cesse croissante sur tout l'ordre administratif. Ce n'est pas, à notre avis, dans la classe des salariés du Trésor qu'il était désirable de chercher les nouvelles recrues du corps électoral, mais bien plutôt dans l'élite des classes laborieuses et parmi les petits contribuables, libres de toute attache officielle.

Le projet ministériel arme l'État du droit de créer des électeurs à son gré et selon les nécessités locales, au moyen des décorations de l'Ordre de Léopold, de la croix et de la médaille civiques, des décorations militaires, industrielles et agricoles. Si une pareille disposition était maintenue, les récompenses honorifiques seraient désormais à bon droit suspectées comme étant subordonnées à des calculs et à des intérêts politiques.

Le projet blesse l'équité, l'égalité et la liberté en conférant aux instituteurs

officiels de l'enseignement primaire et aux professeurs des athénées et des écoles moyennes de l'État un droit électoral qui est refusé aux instituteurs et aux professeurs de l'enseignement libre. Ceux-ci, pour arriver au mandarinat électoral créé par le projet, devront se soumettre à un examen d'élève d'école primaire! Cette injustifiable exclusion de ceux qui, par leur profession même, doivent être réputés avoir la capacité requise, fait juger l'esprit de partialité et d'injustice qui a présidé à la confection du projet.

Il défère enfin à un jury, où l'État aura une prépondérance écrasante, l'examen des candidats électeurs soumis à cette épreuve à un moment beaucoup trop éloigné de celui où leurs études ont cessé. L'avantage que le projet leur offre n'est donc qu'apparent et ce nouvel élément du corps électoral paraît devoir aboutir à des effets dérisoires.

La capacité exigée est d'ailleurs trop haute pour être accessible à l'élite de la classe ouvrière. Les résultats constatés en Allemagne, sous le régime même de l'instruction obligatoire, et que nous fait connaître l'Exposé des motifs, en sont une preuve irrécusable.

Ce que le Gouvernement nomme un projet de « réforme électorale pour la province et la commune » déforme notre système électoral par une innovation qui n'offre que des périls sans la compensation d'un bienfait appréciable. Conçu au profit des influences officielles, il ne répond nullement aux nécessités et aux revendications de l'heure présente en faveur de l'élite des classes laborieuses.

Il constitue une aggravation des lois récentes qui ont altéré et faussé notre régime électoral pour les Chambres, en méconnaissant l'égalité et la justice.

Les complications qui naissent inévitablement de la politique électorale du Gouvernement sont périlleuses pour le présent et menaçantes pour l'avenir.

On ne peut sortir de cette situation que par une large réforme, dont le germe se trouve dans la proposition soumise à la Chambre, due à l'initiative de M. Malou et de quelques-uns de nos amis. Cette proposition a le mérite de s'étendre aux élections législatives, pour lesquelles une réforme est surtout désirée par l'opinion publique.

Le corps électoral provincial et communal a été considérablement augmenté par la réforme de 1870, qui a abaissé le cens à 20 et à 10 francs. Mais depuis 1848, le corps électoral législatif, au lieu de s'accroître, a été diminué par des mutilations successives. C'est là surtout que le besoin d'une réforme extensive se fait impérieusement sentir. Or, en ce point, l'initiative du Gouvernement est complètement nulle et son impuissance avouée, malgré la création de tant de millions d'impôts nouveaux.

Déterminés par les considérations qui précèdent et par d'autres qu'ils se réservent de développer devant la Chambre, les soussignés repoussent le projet du Gouvernement.

DE LIEDEKERKE-BEAUFORT.

PROSPER CORNESSE.

PROJETS DE LOI.

Projet du Gouvernement

ARTICLE PREMIER.

Par dérogation aux articles 2, § 3, et 5, § 5, de la loi du 5 août 1881 (Code électoral), sont électeurs à la province et à la commune avec dispense de la condition du cens :

1° Les Ministres actuels ou anciens et les Ministres d'État;

2° Les membres actuels ou anciens des Chambres législatives, les conseillers provinciaux actuels ou anciens, les conseillers communaux actuels et ceux ayant rempli un mandat de trois ans au moins;

5° Les membres effectifs, correspondants et honoraires des Académies royales des sciences, des lettres, des beaux-arts et de médecine;

4° Les porteurs du diplôme de candidat, sans distinction d'épreuve, ou de docteur en philosophie et lettres, en sciences, en droit, en médecine et chirurgie; de pharmacien, obtenu conformément aux dispositions de la loi du 20 mai 1876, de candidat et de médecin-vétérinaire, conféré en vertu de la loi du 11 juin 1850; de dentiste, de droguiste, obtenu conformément aux articles 12, 13 et 14 de l'arrêté royal du 15 mai 1880; de secrétaire de légation, de licencié en sciences commerciales de l'Institut d'Anvers, ainsi que les porteurs du diplôme de sortie, conféré à la suite d'un examen, aux élèves ayant achevé un cours complet d'enseignement moyen du degré supérieur, conformément au programme des articles 22 et 25 de la loi du 1^{er} juin 1850, dans un établissement public d'instruction moyenne. Sont assimilés à cette dernière catégorie de personnes ceux qui auront subi avec succès l'examen d'entrée aux établissements publics et spéciaux d'enseignement supérieur, ainsi qu'aux écoles normales de l'État;

5° Les ingénieurs et sous-ingénieurs des ponts et chaussées, des mines, des arts et manu-

Amendements de la Commission.

ARTICLE PREMIER.

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

Projet du Gouvernement.

factures, civils, mécaniciens et agricoles, les conducteurs et aspirants-conducteurs des ponts et chaussées et les architectes diplômés dans un établissement national d'enseignement supérieur, public ou privé; les officiers brevetés de la marine royale ou marchande sortis des écoles de navigation d'Anvers et d'Ostende; les porteurs du diplôme de capacité délivré par les écoles d'horticulture de Gand et de Vilvorde; les géomètres-arpenteurs ayant obtenu le certificat de capacité institué par l'article 2 de l'arrêté royal du 31 juillet 1823 et conformément au programme annexé à l'arrêté royal du 4 décembre 1848; les porteurs du diplôme de capacité conféré aux élèves des écoles industrielles placées sous l'inspection du Gouvernement, après achèvement d'un cours complet d'études; les maîtres-ouvriers ou porions des charbonnages, en fonction depuis deux ans au moins, et, dans les mêmes conceptions, les contre-maîtres des usines, fabriques ou ateliers employant au moins vingt-cinq ouvriers;

6° Les porteurs du diplôme de professeur agrégé de l'enseignement moyen des deux degrés et d'instituteur primaire, obtenu dans un établissement d'enseignement normal de l'État;

7° Les membres effectifs ou pensionnés du corps diplomatique et consulaire belge;

8° Les magistrats actuels ou émérites de toute classe, les greffiers et greffiers adjoints des cours, des tribunaux de première instance, des tribunaux de commerce et des conseils de prud'hommes en activité ou pensionnés, les greffiers actuels ou pensionnés des justices de paix, les juges consulaires en activité ou ayant rempli un mandat de deux ans au moins, les membres des conseils de prud'hommes actuels ou ayant rempli un mandat de trois ans au moins, les notaires et candidats-notaires, les avoués et les huissiers en fonction ou en retraite;

9° Les professeurs d'université et des établissements d'enseignement supérieur public ou privé; les professeurs des athénées, collèges, écoles spéciales et normales, écoles moyennes, agricoles, industrielles et commerciales, institués par l'État, les provinces et les communes; les professeurs des académies royales des beaux arts et des conservatoires royaux, les inspecteurs de tout grade de l'enseignement public, les instituteurs communaux, tous en activité ou pensionnés;

10° Les fonctionnaires de l'ordre administratif de l'État, des provinces ou des communes, ainsi que des établissements qui en dépendent,

Amendements de la Commission

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

10° Les fonctionnaires de l'ordre administratif de l'État, des provinces ou des communes, ainsi que des établissements qui en dépendent,

Projet du Gouvernement.

Amendements de la Commission.

jouissant d'un traitement annuel fixe de 1,800 francs au moins. Les fonctionnaires de la maison civile du Roi et de la liste civile, ceux des Chambres législatives et de la Cour des comptes, en activité ou pensionnés, sont assimilés aux fonctionnaires de l'État;

11° Les officiers de l'armée et de la marine de l'État, en activité ou pensionnés;

12° Les officiers en activité de la garde civique ou ayant eu au moins trois années de grade;

13° Les ministres des cultes jouissant comme tels d'un traitement à charge de l'État ou pensionnés;

14° Les décorés de la croix de fer et de la croix commémorative de 1850, les chevaliers de l'Ordre de Léopold dans l'année qui suivra l'arrêté de nomination, les décorés de la croix et de la médaille civique, ainsi que les porteurs de la décoration militaire, industrielle et agricole, délivrée depuis deux ans au moins;

15° Les lauréats des prix triennaux et quinquennaux décernés par l'État, des concours institués par les diverses classes de l'Académie royale et par celle de médecine, des concours universitaires et des concours généraux de l'enseignement moyen du degré inférieur et supérieur, sans distinction des prix, accessits ou mentions honorables, ceux des concours organisés entre les élèves de la division supérieure des écoles primaires et de la même division des écoles d'adultes, le titre pour ces derniers étant représenté par le certificat de capacité; les lauréats des grands concours de composition musicale et des beaux-arts (prix de Rome) ainsi que les artistes qui ont obtenu, par décision d'un jury, la médaille d'or aux expositions triennales organisées soit par l'État, à Bruxelles, soit à Anvers, à Liège et à Gand par des Sociétés d'encouragement des beaux-arts avec le concours pécuniaire de la commune et de l'État;

16° Les membres des conseils de perfectionnement de l'enseignement supérieur, moyen, primaire et artistique de l'État, actuels ou anciens;

17° Les membres du conseil supérieur d'hygiène et des commissions médicales provinciales; des commissions centrale et provinciales

jouissant d'un traitement annuel fixe de 1,500 francs au moins *et les secrétaires et receveurs communaux quels que soient leurs traitements*. Les fonctionnaires de la maison civile du Roi et de la liste civile, ceux des Chambres législatives et de la Cour des comptes, en activité ou pensionnés, sont assimilés aux fonctionnaires de l'État;

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

(Comme ci-contre.)

14° *Les décorés de la croix de fer et de la croix commémorative de 1850.* — (Supprimer le restant de la disposition.)

15° Les lauréats des prix triennaux et quinquennaux décernés par l'État, des concours institués par les diverses classes de l'Académie royale et par celle de médecine, des concours universitaires et des concours généraux de l'enseignement moyen du degré inférieur et supérieur, sans distinction des prix, accessits ou mentions honorables, ceux des concours organisés entre les élèves de la division supérieure des écoles primaires et de la même division des écoles d'adultes, le titre pour ces derniers étant représenté par le certificat de capacité; les lauréats des grands concours de composition musicale et des beaux-arts (prix de Rome) ainsi que les artistes qui ont obtenu, par décision d'un jury, *une distinction quelconque* aux expositions triennales organisées soit par l'État, à Bruxelles, soit à Anvers, à Liège et à Gand par des Sociétés d'encouragement des beaux-arts avec le concours pécuniaire de la commune et de l'État;

(Comme ci-contre.)

17° Les membres du conseil supérieur d'hygiène et des commissions médicales provinciales; des commissions centrale et provinciales

Projet du Gouvernement.

de statistique; du conseil supérieur et des commissions provinciales d'agriculture, en fonction ou ayant rempli un mandat de deux ans au moins;

18° Les membres des bureaux administratifs des établissements d'enseignement de l'État, des provinces et des communes, actuels ou comptant trois années de fonction.

ART. 2.

Par dérogation aux mêmes articles visés ci-dessus de la loi du 5 août 1881, seront en outre électeurs à la province et à la commune, indépendamment de toute condition de cens, ceux qui, après avoir suivi pendant six ans et jusqu'à l'âge de douze ans au moins, les classes complètes d'une école primaire, publique ou privée, organisée conformément au programme de la loi du 1^{er} juillet 1879, ou ceux qui, après avoir suivi pendant cinq ans et jusqu'à l'âge de douze ans au moins, les cours complets de la section préparatoire et de la première année d'une école moyenne, publique ou privée, organisée d'après le programme de la loi du 1^{er} juin 1850, auront subi avec succès un examen sur les matières et dans les conditions déterminées ci-après.

Les termes de six et de cinq ans d'études pourront être respectivement réduits à cinq et à quatre années en faveur de ceux qui établiront qu'ils ont suivi pendant deux ans les cours d'une école d'adultes, publique ou privée, dont le programme embrasse les matières déterminées par l'article 6 de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 1866.

ART. 3.

L'examen portera sur l'ensemble des matières spécifiées comme obligatoires par l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1879, à l'exception des éléments du dessin, de la connaissance des formes géométriques, des sciences naturelles, de la gymnastique et du chant.

Amendements de la Commission.

de statistique; du conseil supérieur et des commissions provinciales d'agriculture, en fonction ou ayant rempli un mandat de deux ans au moins;

(Comme ci-contre.)

19° Les citoyens domiciliés dans la même commune depuis deux ans au moins et qui payent un loyer minimum de 200 francs; — la preuve du paiement du loyer devra résulter d'un écrit et tous les baux au-dessous de 500 francs seront enregistrés gratis.

ART. 2.

Par dérogation aux mêmes articles visés ci-dessus de la loi du 5 août 1881, seront en outre électeurs à la province et à la commune, indépendamment de toute condition de cens, ceux qui, après avoir suivi pendant six ans et jusqu'à l'âge de douze ans au moins, les classes complètes d'une école primaire, publique ou privée, organisée conformément au programme de la loi du 1^{er} juillet 1879, ou ceux qui, après avoir suivi pendant cinq ans et jusqu'à l'âge de douze ans au moins, les cours complets de la section préparatoire et de la première année d'une école moyenne, publique ou privée, organisée d'après le programme de la loi du 1^{er} juin 1850, auront subi avec succès un examen sur les matières et dans les conditions déterminées ci-après. *L'année d'études dans les écoles régimentaires et dans les cours du soir organisés dans l'armée vaut pour une année d'études scolaires.*

(Comme ci-contre.)

ART. 3.

(Comme ci-contre.)

Projet du Gouvernement.

Amendements de la Commission.

ART. 4.

Nul ne sera admis à cet examen s'il n'est âgé de dix-huit ans au moins et s'il ne prouve par un certificat scolaire qu'il a suivi, pendant le temps fixé par l'article 2, les classes d'un établissement d'instruction primaire ou moyenne, public ou privé.

ART. 4.

Nul ne sera admis à cet examen s'il ne prouve par un certificat scolaire qu'il a suivi, pendant le temps fixé par l'article 2, les classes d'un établissement d'instruction primaire ou moyenne, public ou privé.

ART. 5.

Les certificats de fréquentation scolaire seront délivrés par les chefs ou directeurs des institutions d'enseignement et devront être dûment légalisés par les autorités communales des lieux où se trouvent les établissements fréquentés. Ils feront mention des matières et du degré d'enseignement reçu par chaque élève, ainsi que de la durée de ses études.

ART. 5.

(Comme ci-contre.)

ART. 6.

Ne compteront pas comme années scolaires celles où un élève aurait fait des absences équivalant ensemble à plus de cent jours, non compris les jours et les époques de vacances réglementaires.

ART. 6.

(Comme ci-contre.)

ART. 7.

Chaque année, du 1^{er} au 10 décembre, les députations permanentes dresseront, pour chaque province, la liste des établissements privés d'enseignement primaire et moyen qui satisfont, à raison de leur organisation, aux conditions stipulées à l'article 2. Les établissements publics y seront inscrits de droit. La liste mentionnera nominativement les chefs d'institutions publiques ou privées ayant qualité pour délivrer des certificats scolaires. Ne seront admis sur cette liste que les établissements où il est tenu des registres matricules réguliers de présence et d'avancement des élèves. La conservation de ces registres est obligatoire pendant quinze ans.

ART. 7.

(Supprimé.)

ART. 8.

Cette liste est affichée, du 10 au 15 décembre, dans toutes les communes de la province. Elle reste publiquement exposée pendant dix jours.

ART. 8.

(Supprimé.)

Projet du Gouvernement.

Amendements de la Commission.

Les réclamations auxquelles elle pourrait donner lieu devront, sous peine de nullité, être adressées à la Députation permanente, quinze jours au plus tard après l'expiration du terme de l'affichage. La date extrême où les réclamations sont recevables est mentionnée sur l'affiche.

Un double de cette liste sera transmis au Ministre de l'Instruction publique, par le gouverneur, au plus tard le jour de l'affichage.

ART. 9.

Toute réclamation du chef d'inscription ou d'omission est remise, contre récépissé, au secrétariat de l'administration communale de la commune où le réclamant a son domicile.

ART. 10.

Toute personne jouissant de ses droits civils et politiques et le commissaire d'arrondissement agissant d'office, peuvent réclamer contre les inscriptions ou omissions indues.

ART. 11.

Le recours est notifié dans les cinq jours par la Députation permanente à la partie intéressée, qui a dix jours pour répondre.

ART. 12.

Toute personne qui a été rayée ou dont la réclamation n'a pas été admise par la Députation permanente, et le gouverneur agissant d'office, peuvent, dans les dix jours de la notification de la décision de ce collège, interjeter appel auprès du Roi. La remise de l'appel se fera au greffe provincial.

Les formalités et les détails indiqués à l'article 11 seront observés.

ART. 13.

Toutes les réclamations et tous les actes y relatifs peuvent être faits sur papier libre et sont dispensés de l'enregistrement. Les exploits de notification sont enregistrés gratis.

ART. 9.

(Supprimé.)

ART. 10.

(Supprimé.)

ART. 11.

(Supprimé.)

ART. 12.

(Supprimé.)

ART. 13.

(Supprimé.)

Projet du Gouvernement.

—

ART. 14.

Les décisions sur les réclamations, tant en première instance qu'en degré d'appel, sont motivées et notifiées à la partie intéressée.

ART. 15.

Les listes définitives seront insérées au *Mémorial administratif* de la province et affichées à la même date, pendant dix jours, dans toutes les communes de la province.

ART. 16.

Les certificats d'études primaires ou moyennes, délivrés en vertu de l'article 5, peuvent être attaqués par tous moyens de droit devant les autorités chargées de la formation et de la revision des listes électorales. L'annulation du certificat entraîne de plein droit celle de l'examen, s'il avait été préalablement subi.

ART. 17.

Tout individu qui, pour se faire admettre à l'examen, aura fait usage d'un certificat frauduleux ou ne lui appartenant pas, sera puni d'un emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 26 à 200 francs. Il encourra, en outre, l'interdiction de ses droits électoraux et d'éligibilité pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

ART. 18.

Les personnes qui auront délivré sciemment des certificats faux ou falsifiés dans ce but les registres-matricules des établissements d'enseignement respectifs, seront passibles d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100 à 1,000 francs; elles seront privées, en outre, de leurs droits électoraux et d'éligibilité pendant un terme de cinq à dix ans.

ART. 19.

Les poursuites auront lieu par les soins du ministère public, dans les trois mois qui suivront la décision définitive impliquant la constatation d'un acte frauduleux. Les pièces

Amendements de la Commission.

—

ART. 14.

(Supprimé.)

ART. 15.

(Supprimé.)

ART. 16.

(Comme ci-contre.)

ART. 17.

(Comme ci-contre.)

ART. 18.

(Comme ci-contre.)

ART. 19.

(Comme ci-contre.)

Projet du Gouvernement.

Amendements de la Commission.

relatives à cette décision lui seront transmises par l'autorité dont elle émane.

ART. 20.

Si un certificat d'études a été égaré ou détruit, la personne intéressée aura le droit de réclamer un nouvel extrait la concernant du registre-matricule de l'établissement où elle a fait ses études. La remise du certificat, comme celle d'un duplicata, en cas de perte, est de droit et aura lieu sans frais.

ART. 21.

Tout refus opposé méchamment, et dans le but de nuire, à l'exécution de cette disposition entraînera la révocation du chef d'institution s'il appartient à un établissement public, la radiation de l'établissement de la liste dressée en vertu de l'article 7, s'il s'agit d'une institution privée. Les réclamations éventuelles seront transmises par l'intermédiaire des autorités communales aux députations permanentes, qui statueront sous réserve d'appel au Roi.

ART. 22.

Les examens prévus à l'article 2 auront lieu chaque année, dans le courant des mois d'avril et de septembre, aux chefs-lieux de canton.

ART. 23.

L'examen se fera exclusivement par écrit. Les questions seront désignées par le sort au moyen d'un questionnaire dressé par le Département de l'Instruction publique et embrassant l'ensemble de chaque branche d'études. Le tirage au sort des questions se fera par les soins du président du jury, en séance publique et en présence des candidats.

Les candidats remettront personnellement leur travail au président du jury, qui le mettra devant eux sous un pli cacheté, destiné à être ouvert seulement au moment de l'appréciation de l'épreuve par le jury.

ART. 24.

Il sera attribué cinq points à chacune des

ART. 20.

(Comme ci-contre.)

ART. 21.

Tout refus opposé méchamment, et dans le but de nuire, à l'exécution de cette disposition entraînera la révocation du chef d'institution s'il appartient à un établissement public *et une amende de 50 à 500 francs à charge du chef de l'établissement s'il s'agit d'une institution privée*. Les réclamations éventuelles seront transmises par l'intermédiaire des autorités communales aux députations permanentes, qui statueront sous réserve d'appel au Roi.

ART. 22.

(Comme ci-contre.)

ART. 23.

(Comme ci-contre.)

Les candidats seront tenus de répondre sur un papier spécial qui leur sera remis par le président du jury; ils inscriront dans une enveloppe y adhérente leurs nom, prénoms et domicile. Tous les examens seront mis sous pli cacheté pour être soumis au jury.

ART. 24.

Il sera attribué cinq points à chacune des

Projet du Gouvernement.

huit branches de l'examen. Nul ne sera admis s'il n'a obtenu au moins les trois cinquièmes du chiffre maximum des points sur l'ensemble des matières (24 sur 40).

ART. 25.

Le jury sera composé de trois membres désignés par le Ministre de l'Intérieur, à savoir : l'inspecteur cantonal de l'enseignement primaire de l'État, ce fonctionnaire sera président de droit; un instituteur ou directeur d'école moyenne appartenant à l'enseignement public et un instituteur en chef ou directeur d'école moyenne appartenant à l'enseignement privé.

Si le nombre des candidats à l'examen exige la composition de plusieurs jurys, ils seront formés de deux instituteurs en chef, dont le plus âgé fera fonction de président, appartenant à l'enseignement public et d'un instituteur en chef appartenant à l'enseignement privé.

ART. 26.

Les candidats admis recevront un diplôme signé par tous les membres du jury et constatant qu'ils ont satisfait à l'examen. L'inscription aux listes électorales pour la province et la commune se fera sur la présentation de ce diplôme.

A la clôture de chaque session, le président adressera au Ministre de l'Intérieur, au nom du jury, un rapport détaillé sur ses opérations et leurs résultats, avec les procès-verbaux de l'examen et les réponses des candidats.

ART. 27.

Tout candidat qui n'aurait pas obtenu les trois cinquièmes des points requis pour l'admission peut réclamer dans les quinze jours et par requête adressée au gouverneur, une révision de son travail par un jury d'appel. Ce jury siégera une fois l'an, au mois d'octobre et au chef-lieu de l'arrondissement.

ART. 28.

Le jury d'appel sera composé de trois membres désignés par le Ministre de l'Intérieur, à savoir : un inspecteur principal de l'État, faisant fonction de président, un inspec-

Amendements de la Commission.

huit branches de l'examen. Nul ne sera admis s'il n'a obtenu au moins *la moitié* du chiffre maximum des points sur l'ensemble des matières (20 sur 40).

ART. 25.

(Comme ci-contre.)

ART. 26.

(Comme ci-contre.)

ART. 27.

(Supprimé.)

ART. 28.

(Supprimé.)

Projet du Gouvernement.

teur cantonal de l'enseignement public et un inspecteur ou chef d'institution primaire ou moyenne appartenant à l'enseignement privé.

ART. 29.

Le jury d'appel recevra communication, par l'intermédiaire du gouverneur, des copies sujettes à revision. Il se conformera, pour les apprécier et faire connaître le résultat de ses délibérations, aux mêmes règles que le jury de première instance, conformément aux articles 24 et 26.

ART. 30.

Après trois épreuves infructueuses, la revision d'appel non comprise, les candidats écartés ne pourront plus réclamer de nouvel examen.

ART. 31.

Des groupes d'électeurs généraux au nombre de vingt-cinq au moins, domiciliés dans le canton s'il s'agit de l'examen en première instance, ou dans l'arrondissement s'il s'agit de l'examen de revision, pourront se concerter pour déléguer collectivement un témoin auprès du jury. Le témoin sera admis par le président du jury, sur présentation d'un acte de délégation portant au moins vingt-cinq signatures et légalisé respectivement, soit par l'autorité communale du chef-lieu de canton, soit par celle du chef-lieu d'arrondissement. Les témoins auront le droit de prendre connaissance des réponses des candidats et d'assister, mais sans pouvoir y prendre part, aux délibérations du jury.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ART. 32.

Les personnes ayant terminé leurs études avant la mise en vigueur de la présente loi, peuvent, pendant les cinq années qui suivront sa promulgation, justifier de leurs années d'études primaires ou moyennes, soit à l'aide de certificats délivrés par les chefs des établissements portés sur les listes dressées en exécution de l'article 7, soit par des extraits certifiés conformes des registres matricules de ces établissements ou bien, à défaut de ces pièces,

Amendements de la Commission

ART. 29.

(Supprimé.)

ART. 30.

Après trois épreuves infructueuses, les candidats écartés ne pourront plus réclamer de nouvel examen.

ART. 31.

Des groupes d'électeurs généraux au nombre de vingt-cinq au moins, domiciliés dans le canton s'il s'agit de l'examen en première instance, pourront se concerter pour déléguer collectivement un témoin auprès du jury. Le témoin sera admis par le président du jury, sur présentation d'un acte de délégation portant au moins vingt-cinq signatures et légalisé respectivement par l'autorité communale du chef-lieu de canton. Les témoins auront le droit de prendre connaissance des réponses des candidats et d'assister, mais sans pouvoir y prendre part, aux délibérations du jury.

ART. 32.

Les personnes ayant terminé leurs études avant la mise en vigueur de la présente loi, peuvent, pendant les cinq années qui suivront sa promulgation, justifier de leurs années d'études primaires ou moyennes, soit à l'aide de certificats délivrés par les chefs d'établissements, soit par des extraits certifiés conformes des registres matricules de ces établissements, ou bien, à défaut de ces pièces, par des actes de notoriété attestant le fait soit de six années

Projet du Gouvernement.

par des actes de notoriété attestant le fait soit de six années d'études primaires, sous le régime des lois du 25 septembre 1842 ou du 1^{er} juillet 1879, soit de cinq années d'études moyennes sous le régime de la loi du 1^{er} juin 1850, et signés par cinq personnes jouissant de leurs droits civils et politiques.

Les actes délivrés en vertu de cette disposition tombent sous l'application des articles 16, 17, 18 et 19 de la présente loi.

ART. 33.

Les personnes désignées à l'article précédent, qui ne pourraient administrer la preuve des six ou cinq années d'études, respectivement requises par l'article 2, seront néanmoins autorisées pendant les cinq années qui suivront la promulgation de la présente loi, à se présenter à l'examen prévu à l'article 5; mais elles n'y auront satisfait que si elles obtiennent, sur l'ensemble des matières, les quatre cinquièmes des points attribués à un travail parfait.

ART. 34.

Les porteurs du diplôme d'élève universitaire institué par la loi du 15 juillet 1849 (art. 45), et ceux du diplôme de gradué en lettres créé par la loi du 27 mars 1864 (art. 5) sont assimilés aux personnes ayant achevé un cours complet d'études moyennes et admis à l'électorat communal et provincial, conformément à l'article 1^{er}, § 4. de la présente loi.

Amendements de la Commission.

d'études primaires, sous le régime des lois du 25 septembre 1842 ou du 1^{er} juillet 1879, soit de cinq années d'études moyennes sous le régime de la loi du 1^{er} juin 1850, et signés par cinq personnes jouissant de leurs droits civils et politiques.

(Comme ci-contre.)

ART. 33.

Les personnes désignées à l'article précédent, qui ne pourraient administrer la preuve des six ou cinq années d'études, respectivement requises par l'article 2, seront néanmoins autorisées pendant les cinq années qui suivront la promulgation de la présente loi, à se présenter à l'examen prévu à l'article 5; mais elles n'y auront satisfait que si elles obtiennent, sur l'ensemble des matières, la moitié des points attribués à un travail parfait.

ART. 34.

(Comme ci-contre.)